Initiatives ministérielles

• (1220)

On vous demande: Êtes-vous prêts à nous aider? Un jour, messieurs, si vous avez encore la chance d'être ici, vous serez dans l'opposition et vous verrez les frustrations qu'on ressent ici lorsqu'on soumet un point valable et qu'on se fait descendre continuellement. Cela n'aide pas le pays. Alors, vous voyez où nous en sommes aujourd'hui.

Je vous demande si, par grande chance, vous êtes encore ici la prochaine fois—ce dont je doute—si vous êtes ici, êtes-vous prêts à nous aider parce que nous, si on se retrouve dans votre position, et si moi j'en ai à faire et je sais que plusieurs de mes collègues pensent la même chose, on sera prêts à travailler avec les partis d'opposition et non pas de toujours leur dire que tout ce qu'ils disent c'est faux.

M. Vincent: Monsieur le Président, vous me permettez au départ de souligner à ma collègue qu'elle a une très jolie robe, mais que surtout la couleur est extraordinaire. Je tenais à lui dire cela, c'est vraiment une belle couleur, monsieur le Président. J'espère qu'elle la portera régulièrement.

Cela étant dit, monsieur le Président, je dois dire que je ne suis pas d'accord avec ma collègue qui dit que l'opposition n'est jamais écoutée et que leurs suggestions ne sont jamais entendues. J'en prends comme exemple, monsieur le Président, le projet de loi C-44, la Loi modifiant le Code canadien du travail, que j'ai piloté dans cette Chambre pas plus tard que vendredi dernier et qui touche principalement le comté de Trois-Rivières. J'ai travaillé de concert avec le critique de son parti en matière de travail, de même qu'avec le leader en Chambre de son parti et nous avons réussi, au cours de la journée de vendredi, avec le concours du Nouveau parti démocratique, à adopter ce projet de loi qui est important pour la région chez nous et qui est également important pour le Canada.

Il y a un travail d'équipe qui peut se faire, mais encore une fois, à une condition, c'est-à-dire qu'on comprenne également les chiffres. Je suis prêt à aider ma collègue et elle le sait, mais il ne faut pas qu'elle demande de l'argent toutes les fois qu'elle soumet une idée! Il ne faut pas que son idée représente toujours nécessairement une demande d'argent, parce que là on a un problème, on n'en a pas d'argent. Mais à partir du moment où on parle d'idées, je pense que tous les députés de ce côté-ci de la Chambre sont toujours prêts à travailler en équipe et d'ailleurs, les comités sont là pour le démontrer.

En conclusion, vous me permettez, monsieur le Président, d'inciter ma collègue à passer le message à ses collègues libéraux de l'autre endroit, s'ils peuvent adopter aujourd'hui même le projet de loi C-44, les gens du comté de Trois-Rivières en seraient très heureux. Si elle

peut transmettre le message, monsieur le Président, il me fera plaisir de lui remettre la pareille à un autre moment.

[Traduction]

M. Mills: Monsieur le Président, j'ai une brève question pour le secrétaire parlementaire.

Il a dit pendant son discours que c'était une question de chiffres. Eh bien, je ne suis pas d'accord avec lui. Ce n'est pas seulement une question de chiffres. Il y a manifestement quelque chose qui ne tourne pas rond puisque, en dépit des transferts fédéraux-provinciaux, notre système de santé n'a jamais été aussi mal en point, et ce dans toutes les régions du pays.

Peut-être en demandons-nous trop à notre système de santé. Sinon, c'est que son efficience laisse à désirer.

Voilà où nous divergeons d'opinion, lui et moi, sur le rôle du gouvernement national. Étant donné que le gouvernement du Canada est un partenaire si important, le pilier du système universel de soins de santé dans notre pays, et qu'on a l'impression que ce système est sur le point de s'effondrer malgré les grosses sommes versées aux provinces au chapitre des paiements de transfert, le secrétaire parlementaire ne croit-il pas qu'il y aurait lieu de procéder à une enquête pour nous assurer que, dans le cadre de ce partenariat, le système qui relève de nous est géré comme il faut? Il a bien raison de dire que nous devons faire face à la réalité. La réalité, c'est que notre système de soins de santé ne fonctionne plus aussi bien qu'avant. Je ne crois pas que l'unique solution consiste à sabrer et à s'en tenir aux chiffres. Quand M^{me} Monique Bégin a dû intervenir au milieu des années 80 parce que les provinces avaient décidé d'imposer des frais modérateurs, le gouvernement de M. Pierre Trudeau a interdit cette pratique. Malgré la période difficile que nous traversons alors, nous avons donné le ton en affirmant que nous étions un partenaire important du système de soins de santé et que nous n'aimions pas ce que les provinces voulaient en faire.

En tant que députés de l'opposition, nous voulons être constructifs et conseiller au gouvernement, et notamment au secrétaire parlementaire du ministre des Finances, de cesser de dire aux contribuables canadiens que le gouvernement verse 40 milliards de dollars en paiements de transfert, quand nous savons que les services ne tournent pas rond, et d'oublier les chiffres pour se pencher sur les modalités de gestion du système.

J'aimerais entendre la réponse du secrétaire parlementaire.

[Français]

M. Vincent: Monsieur le Président, j'aime la question de mon collègue, et je l'en remercie. Je disais que c'est une question de chiffres dans l'optique où la majorité des discussions sur le projet de loi ont été à l'effet que le gouvernement fédéral coupait, ce qui n'est pas le cas. À partir du moment où on parle d'un autre problème qui